

Les subsides

Nous au moins savons que ces hommes et ces femmes travaillent, qu'ils sont ici et là en service commandé ou encore qu'ils siègent dans des comités. Nous n'avons pas la possibilité de nous rafraîchir l'esprit et de voir avec un certain recul le travail que nous faisons. Quelquefois nous réagissons trop aux problèmes urgents et négligeons les choses vraiment importantes, aussi toute occasion de prendre du recul et de voir les choses dans une perspective plus large est la bienvenue. Je l'admets et c'est ce que j'essaierai de faire cet été. D'ailleurs, je réfléchis mieux avec une canne à pêche à la main qu'en voyageant par-ci par-là. Si je peux m'éloigner un peu pour quelques jours, je reviendrai avec l'esprit plus aéré et avec plus d'énergie pour continuer mon travail.

Le député de Bellechasse (M. Lambert) a soulevé certaines questions intéressantes. Ses connaissances et son intérêt à propos de la question du logement m'étonnent toujours. De fait, parfois il me fait honte. Je connais mal la situation exacte du programme d'amélioration des quartiers à Montmagny, mais je me renseignerai à ce sujet. Il a aussi parlé de la difficulté d'identifier ces programmes et d'obtenir des renseignements suffisants à ce sujet. Il a laissé entendre que la situation au Québec n'est pas la même qu'ailleurs au Canada.

A mon avis, il importe que ces programmes soient connus dans toutes les régions du pays et que tous les Canadiens soient au courant des activités du gouvernement fédéral. Cela s'applique aussi bien à l'Ouest du Canada, qui n'a pas la chance d'avoir autant de libéraux que le Québec. Dans le cas du Québec, il ne s'agit pas de politique de parti, mais d'une question qui préoccupe tous les députés. Nous nous préoccupons de l'unité du Canada non seulement en termes constitutionnels, et je n'aime pas parler de termes «spirituels», mais nous voulons que les gens comprennent que le régime fédéral fonctionne.

Il est certain que notre travail ici est extrêmement important. Nous ne nous entendons peut-être pas sur les programmes et la façon de les appliquer, mais à notre avis, nous avons des engagements envers toutes les régions du Canada. Il importe que les contribuables canadiens sachent et comprennent où l'on dépense leurs deniers, qui les dépense et de quelle façon. Pour ma part, je suis convaincu que c'est une question fondamentale dans le domaine des relations fédérales-provinciales.

Comme je l'ai déjà dit, je ne pense pas qu'on devrait nous appeler des députés. On devrait nous appeler des mandataires. Nous sommes élus, nous percevons les impôts, nous dépensons l'argent et, au moment des élections, nous rendons compte aux électeurs de notre mandat. Il est très facile pour les autres échelons du gouvernement de dire qu'ils ne veulent pas s'occuper de la perception des impôts, mais simplement de dépenser les fonds. Je sais qu'il existe de la collaboration dans certains domaines, mais il est moins facile de collaborer que de dire: «Percevez les impôts et nous dépenserons l'argent.» Si nous agissons ainsi, notre système parlementaire échouerait. Comme le député de Bellechasse l'a dit, il importe que les programmes soient bien définis afin que non seulement les députés, mais aussi les électeurs sachent comment ils fonctionnent. Je ne peux que féliciter le député de Bellechasse de s'en préoccuper. Je vais m'attaquer à cela très sérieusement à dessein de m'assurer que le programme d'information soit amélioré et que la Société fasse des efforts en ce sens.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Est-ce pour poser une question que le député de Grenville-Carleton (M. Baker) vient de se lever?

[M. Danson.]

M. Baker (Grenville-Carleton): Je voudrais en effet poser une petite question, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur adjoint: Cela ne peut se faire qu'avec le consentement unanime de la Chambre puisque le temps accordé au ministre a expiré. Consentez-vous à ce que le député de Grenville-Carleton (M. Baker) pose une question?

Des voix: Oui.

M. Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, le ministre peut-il nous dire si la rencontre qu'il devait tenir avec les ministres provinciaux du Logement le 21 mai a été reportée à plus tard? Sinon, a-t-il l'intention de fixer une autre date avant le budget?

M. Danson: Monsieur l'Orateur, je l'espère mais ne peux en décider seul de mon propre chef. J'en discuterai avec mes collègues. Je m'entretiendrai avec la plupart des ministres du logement séparément. Je désire leur parler personnellement pendant quelques heures pour savoir à quoi m'en tenir. Il se peut, puisque nous allons nous réunir au cours des semaines qui vont suivre, qu'ils croient possible de trouver une solution. Les ministres provinciaux se rendent compte, comme moi-même, qu'il vaut sans doute mieux dialoguer avec chacun et s'occuper d'une province à la fois plutôt que de tenir des colloques généraux et demander aux ministres de s'intéresser à des problèmes qui ne les concernent pas directement.

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, l'une des tâches douloureuses pour un député de l'opposition, c'est d'avoir à regarder le gouvernement mal diriger le pays. Il est aussi, sinon plus, atroce d'avoir à écouter pareille explication ministérielle de la situation du logement. Le ministre ne sait-il pas que le Canada souffre d'une véritable crise du logement? A-t-il le front de venir faire pareil discours cet après-midi, quand le taux des appartements à louer à Toronto est de moins d'un p. 100 et que les mises en chantier pour les trois premiers mois de l'année au pays sont les plus faibles depuis 1946? Comment a-t-il pu faire ce discours? Il a fait un répertoire de ces programmes et pourtant, le problème du logement est le plus scandaleux de notre histoire.

Je ne m'énerve pas facilement, mais je suis vraiment contrarié cet après-midi. C'est comme si le ministre ne connaissait pas la situation du logement. Nous sommes dans un pétrin économique épouvantable, comme tout le monde le sait, mais le ministre ne sait-il pas que les mises en chantier sont de 100,000 en deça de ce que nous prévoyions? Ne sait-il pas que des Torontois quittent leur ville tellement les loyers ont monté en flèche? Ignore-t-il ce qui arrive aux Canadiens parce que l'on ne leur construit pas de logements? Le ministre a l'audace de venir énumérer ces mesures d'inaction et rien ne se passe. Soyons pratiques. Il a beau parler des programmes, rien ne se produit. Les mises en chantier sont à la baisse.

M. Danson: Dix millions de dollars par an!

M. Gillies: Monsieur l'Orateur, je trouve cette réponse tellement navrante et incroyable. Le ministre ne sait-il pas ce qui arrive aux mises en chantier au Canada? A quoi bon parler de 10 millions de dollars par année, de ce programme-ci ou d'un autre? Ces programmes sont des échecs. Vous en avez la preuve: il n'y a pas de maisons, il n'y a pas de mises en chantier.